

## WEBINAIRE

# LES DÉFIS DU NUMÉRIQUE POUR LE DROIT INTERNATIONAL

23 MAI 2023  
14H - 17H (CET)

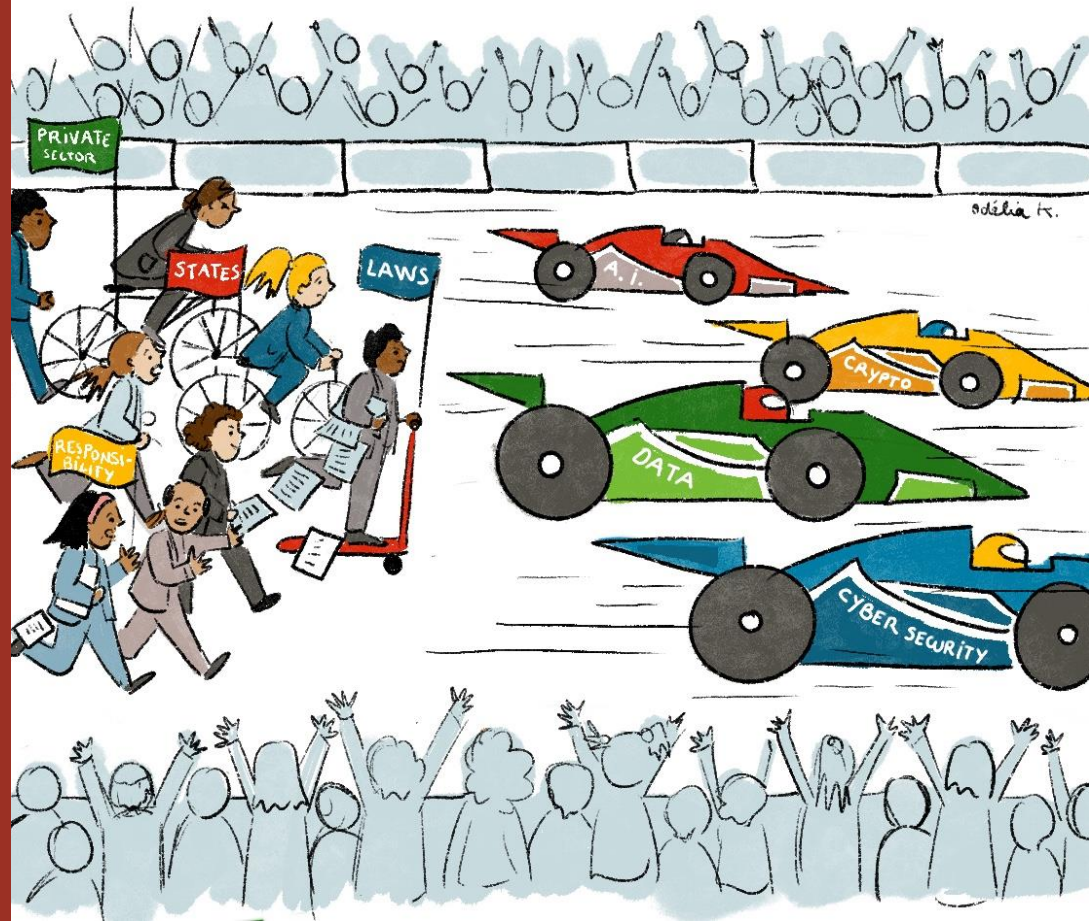
Évènement bilingue (français /  
anglais) avec interprétation  
simultanée

Inscription obligatoire  
<https://cutt.ly/yM1zaQA>

Il s'agit du douzième webinaire d'une série prévue tout au long de 2023 pour célébrer le 150<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré aux défis du numérique pour le droit international. Il sera l'occasion de relever les défis qui se posent pour le droit international et d'appréhender les questions relatives aux données et à la sécurité numérique ainsi qu'à l'intelligence artificielle.

Le Livre Blanc est disponible ici : <https://www.ilaparis2023.org/livres-blancs/le-defi-du-numerique-pour-le-droit-international/>



Illustration, Odélie Kammoum

Présidence : **Frédéric Douzet**, Professeure, Institut Français de Géopolitique

Introduction : **Stefanos Argyros**, Ancien assistant de recherche au centre GEODE, Université Paris 8

Oratrices et orateurs

**Chanmeta Kan**, Secrétaire d'État, Ministère de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, Cambodge, en charge des questions de régulation et des affaires publiques en matière de technologie

**Kobi Leins**, Directrice adjointe, Éthique des données, Banque nationale d'Australie

**Sandrine Richard**, Responsable des Alliances Stratégiques, Respect Zone

**Mariana Salazar Albornoz**, Professeure de droit international, de droit humanitaire et de droit international pénal, Universidad Iberoamericana, Mexico City

**Karim Soumana**, Ambassadeur de la République du Niger auprès de l'État du Qatar

## Présidence

**Frédéric Douzet** est Professeure des Universités à l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8, directrice de son laboratoire l'IFG Lab et du projet Géopolitique de la Datasphère (GEODE). Ses recherches portent sur les enjeux stratégiques et géopolitiques de la révolution numérique. Elle a été nommée membre sénior de l'Institut Universitaire de France (IUF) en 2022, titulaire d'une chaire de recherche fondamentale. En janvier 2023, elle a été nommée chevalier de la Légion d'honneur.

Elle a fait partie de la Commission « Les Lumières à l'ère numérique » (Commission Bronner) mise en place par le Président Macron en 2021. Frédéric Douzet a également été membre du Comité d'éthique de La Défense de 2020 à 2023, a participé au Comité de rédaction de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale en 2017 et a fait partie de la Global Commission on the Stability of Cyberspace (2017-2020). Elle a dirigé la Chaire Castex de cyberstratégie de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) de 2013 à 2018.



## Introduction



**Stefanos Argyros** a été assistant de recherche au centre GEODE de l'Université Paris 8 et rapporteur du Livre Blanc Défis du numériques pour le droit international. Diplômé de l'École Normale Supérieure de Paris (Diplôme de l'ENS en sciences sociales, parcours Droit), de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Master 2 Droit international et organisations internationales) et de la London School of Economics and Political Science (LLB), il travaille actuellement sur l'élaboration d'une base de données sur la pratique des États et des organisations internationales en droit international du numérique. Ses domaines d'intérêt comprennent le droit des organisations internationales, le droit international des droits de l'homme et les questions numériques en droit international.

## Oratrices et orateurs

**Channmeta Kan** est titulaire d'un doctorat en droit comparé de l'ASEAN de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 depuis 2007. Depuis août 2021, le Dr Kan est Secrétaire d'État au Ministère de l'Industrie, des Sciences, Technologie et Innovation du Cambodge où il est en charge de la politique et la réglementation du transfert de technologie (SMEs Go Digital and Technology Adoption for SMEs initiative and Tech Startups).

Auparavant, il était secrétaire d'État au ministère des Postes et Télécommunications de septembre 2013 à août 2021 et Sous-Secrétaire d'État au ministère du commerce, chargé de la conformité juridique, de l'OMC et de l'ASEAN de septembre 2008 à septembre 2013.

Depuis 2012, il est également membre du Conseil économique national suprême (SNEC) en charge de la science, Secteur de la technologie et de l'innovation.

En plus de ses postes dans le secteur public, le Dr Kan Channmeta a été conférencier dans divers Universités depuis 2002, dont l'Université Royale de Droit et d'Economie pour l'Université Lyon 2, Build Bright University, Université Jean Moulin – Lyon 3 (France), Université d'Ain Sham (Egypte), Université française d'Erevan (Arménie) et Université nationale du Laos (RDP lao).





**Kobi Leins** (GAICD) est directrice associée en éthique des données à la National Australia Bank ; Membre senior honoraire du King's College, Londres ; Membre du conseil consultatif de la Carnegie AI and Equality Initiative ; Membre du Standards Australia en tant qu'expert technique sur les travaux de l'Organisation internationale de normalisation sur les normes d'IA ; Affiliée au Centre d'excellence de l'ARC pour la prise de décision automatisée et la société ; et ancienne membre non résidente de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Leins a précédemment géré des programmes et des équipes en droit administratif et de la justice, en droit humanitaire, en droit des droits de l'homme ainsi que sur des questions relatives au désarmement avec l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge. Elle a également travaillé dans deux facultés universitaires différentes d'ingénierie et d'informatique.

Leins est l'auteur de *New War Technologies and International Law: The Legal Limits to Weaponising Nanomaterials*, Cambridge University Press (2022).

**Sandrine Richard** a exercé la profession d'avocat au Barreau de Paris durant plus de 10 ans jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2021 avant d'intégrer la société Cristal Group International en qualité de Directeur de l'Éthique des affaires et de la Diplomatie d'Affaires jusqu'au 31 décembre 2022.

Sandrine Richard est diplômée de l'Université Paris II Panthéon-Assas et de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ) jusqu'alors rattaché au 1<sup>er</sup> Ministre (Diplôme en protection des entreprises et sécurité économique). Elle est également certifiée comme auditrice et conseillère chez ETHIC Intelligence (auditrice accréditée à Washington DC dans les normes anti-corruption (ISO 37001 et 19600)).

Elle est responsable des alliances stratégiques chez Respect Zone et co-rapporteur du rapport sur le Métaverse et les droits humains.

Elle participe au groupe de travail au sein du CEN/CENELEC sur l'éthique de l'IA.

Elle est experte et consultante auprès des organisations internationales. Elle intervient lors de conférences internationales sur la lutte contre la corruption et l'Éthique des affaires.

Enfin, elle est en charge de la formation « Intégrité scientifique et lutte contre la fraude scientifique » à l'Université de Paris. Elle intervient également à l'Université Paris II Panthéon-Assas concernant « la souveraineté industrielle et le RGPD » et au sein de l'INHESJ concernant les outils de lutte contre la corruption.





**Mariana Salazar Alborno** est Professeure de droit international public, de droit international humanitaire et de droit international pénal à l'Université ibéro-américaine de Mexico. Entre 2019 et 2022, elle a été membre du Comité juridique interaméricain de l'OEA, où elle a été rapporteuse pour le droit international applicable au cyberspace et pour la protection de la vie privée et des données. Elle est membre du Conseil consultatif mondial du CICR sur la protection des civils contre les menaces numériques pendant les conflits et du Registre des dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé du Conseil des Nations Unies. Elle est également associée aux programmes universitaires pour l'Amérique latine et le droit international à l'Institut d'Auschwitz pour la prévention du génocide et des atrocités de masse.

Auparavant, elle a travaillé pendant 13 ans au ministère des Affaires étrangères du Mexique sur des questions de droit international public, de droits de l'homme, de droit international humanitaire et de droit international pénal. Elle a également une expérience en tant qu'avocate dans des cabinets d'avocats d'affaires à Mexico.

Mme Salazar est titulaire d'une licence en droit de l'Universidad Iberoamericana et d'une maîtrise en droit international de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. Elle publie fréquemment sur les questions liées à son expertise et est membre de l'Association de droit international – branche mexicaine –, du comité de rédaction de la Revue internationale de la Croix-Rouge et du Conseil mexicain des relations étrangères.

**Abdoukarim Soumana** est l'Ambassadeur de la République du Niger auprès de l'État du Qatar.

Avant cela, M. Soumana était conseiller du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération du Niger. À ce titre, M. Soumana était responsable des agendas pour la paix et la sécurité, le climat et les questions mondiales. M. Soumana dirigeait également l'engagement du ministère en matière de diplomatie publique et de communication.

M. Soumana a commencé sa carrière en tant qu'assistant de recherche au Bureau du Directeur exécutif du Fonds monétaire international à Washington. Après le FMI, M. Soumana a alterné entre le secteur privé, où il a travaillé pour des entreprises telles que Burness et la Fondation Robert Wood Johnson et Optimum Consulting, ainsi que dans la fonction publique, travaillant dans diverses représentations diplomatiques.

Avant d'être nommé conseiller du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Soumana faisait partie de la Mission permanente du Niger à New York en tant que chef de mission adjoint et coordonnateur politique suppléant de l'équipe du Conseil de sécurité de la République du Niger (2020-21), il a également été expert principal sur les affaires humanitaires, les menaces émergentes (y compris dans le cyberspace) et le changement climatique.

M. Soumana a obtenu sa maîtrise en développement économique et sa licence en finance de l'University of Central Arkansas (États-Unis). En plus de sa contribution apportée à de nombreux travaux, en particulier dans le domaine du changement climatique et des menaces émergentes, il est l'auteur d'articles de presse et de différents médias.

